

**BUREAU METROPOLITAIN DU
LUNDI 12 JUIN 2023**

**NOMBRE D'ELUS
METROPOLITAINS
EN EXERCICE : 17**

QUORUM : 9

PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
16	0	1

OBJET DE LA DECISION

N° 23/257

**23CONV05 - CONVENTION
POUR LA CONSTITUTION
D'UN GROUPEMENT DE
COMMANDES AVEC LA
COMMUNE DE TOULON -
MARCHE DE PRESTATIONS
D'ACQUISITION, DE
DEPLOIEMENT ET DE
MAINTENANCE D'UN
SYSTEME D'INFORMATION
DES RESSOURCES
HUMAINES (SIRH)
MUTUALISE - AUTORISATION
DE SIGNATURE**

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

PRESENTS :

M. Thierry ALBERTINI, Mme Hélène ARNAUD-BILL, M. Robert BENEVENTI, Mme Nathalie BICAIS, M. Robert CAVANNA, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Arnaud LATIL, Mme Geneviève LEVY, M. Cheikh MANSOUR, Mme Josée MASSI, M. Jean-Louis MASSON, M. Ange MUSSO, M. Francis ROUX, M. Hervé STASSINOS, M. Jean-Sébastien VIALATTE, M. Gilles VINCENT.

ABSENT :

M. Christian SIMON.

DÉCISION MÉTROPOLITAINE

N° 23/257

BUREAU DU 12 JUIN 2023

**O B J E T : 23CONV05 - CONVENTION POUR LA CONSTITUTION
D'UN GROUPEMENT DE COMMANDES AVEC LA
COMMUNE DE TOULON - MARCHE DE PRESTATIONS
D'ACQUISITION, DE DEPLOIEMENT ET DE
MAINTENANCE D'UN SYSTEME D'INFORMATION DES
RESSOURCES HUMAINES (SIRH) MUTUALISE -
AUTORISATION DE SIGNATURE**

LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU l'art L 2113-6 du Code de la Commande Publique,

VU le décret n°2017-1758 du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole
Toulon-Provence-Méditerranée,

VU la délibération n°23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

VU le projet de convention annexé à la présente,

CONSIDERANT que la Ville de Toulon et la Métropole Toulon Provence Méditerranée disposent d'une Direction Commune des Systèmes d'Information (DCSI) afin d'optimiser des services,

CONSIDERANT qu'il est nécessaire d'acquérir un Système d'Information des Ressources Humaines (SIRH),

CONSIDERANT qu'il est nécessaire de désigner un prestataire commun pour fournir et maintenir le système d'information des ressources humaines,

CONSIDERANT qu'il est nécessaire de créer un groupement de commandes,

CONSIDERANT que les membres souhaitant adhérer à ce groupement sont la ville de Toulon et la Métropole Toulon Provence Méditerranée ; cette dernière étant coordonnateur du groupement,

CONSIDERANT que le groupement de commandes donnera lieu à un Accord-Cadre à Bons de Commande conclu pour une durée de 2 ans puis un an reconductible 3 fois soit six ans maximum,

CONSIDERANT que les masses sont réparties entre la Ville de Toulon et la Métropole Toulon Provence Méditerranée de la façon suivante :

- Ville de Toulon
Masse minimum pour la durée du marché : 257 000 € HT,
Masse maximum pour la durée du marché : 2 570 000 € HT,
- Métropole TPM
Masse minimum pour la durée du marché : 212 000 € HT,
Masse maximum pour la durée du marché : 2 120 000 € HT,

CONSIDERANT que le montant estimatif total du marché pour 6 ans est 2 411 000 € HT réparti comme suit :

Estimation Ville de Toulon : 1 291 000 € HT
Estimation Métropole TPM : 1 120 000 € HT

CONSIDERANT que l'exécution budgétaire, technique, juridique et administrative et juridique du marché sera réalisée par la Métropole TPM,

CONSIDERANT que les factures acquittées par la Métropole TPM en sa qualité de coordonnateur pour le compte de la Ville de Toulon donneront lieu à un remboursement selon les principes de répartition prévus à l'art 7 de la convention de groupement de commandes,

Et après en avoir délibéré,

D E C I D E

ARTICLE 1

D'ADOPTER l'exposé qui précède.

ARTICLE 2

D'ADHERER au groupement de commande relatif aux prestations d'acquisition, de déploiement et de maintenance d'un SIRH entre la Ville de Toulon et la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

ARTICLE 3

D'AUTORISER Monsieur le Président à signer la convention de groupement de commandes entre la Métropole Toulon Provence Méditerranée et la Ville de Toulon.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 12 juin 2023

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

POUR	16
CONTRE	0
ABSTENTION	0





**23CONV05- CONVENTION POUR LA CONSTITUTION D'UN
GROUPEMENT DE COMMANDES
EN APPLICATION DE L'ARTICLE L 2113-6 DU CODE DE LA
COMMANDE PUBLIQUE**

**MARCHE DE PRESTATIONS D'ACQUISITION, DE DEPLOIEMENT ET
DE MAINTENANCE D'UN SYSTEME D'INFORMATION DES
RESSOURCES HUMAINES (SIRH) MUTUALISE POUR LA COMMUNE
DE TOULON ET LA METROPOLE TOULON PROVENCE
MEDITERRANEE**

SOMMAIRE

1.	OBJET DE LA CONVENTION.....	3
2.	MODALITES D'ADHESION ET DE SORTIE DU GROUPEMENT	4
3.	DESIGNATION DU COORDONNATEUR DU GROUPEMENT.....	5
4.	MISSION DU COORDONNATEUR DU GROUPEMENT	5
5.	COMMISSION D'APPEL D'OFFRES DU GROUPEMENT.....	5
6.	OBLIGATIONS DES MEMBRES DU GROUPEMENT	5
7.	FINANCEMENT – INDEMNISATION DES FRAIS .ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.	
8.	DUREE DU GROUPEMENT	7
9.	CONTROLE ADMINISTRATIF ET TECHNIQUE.....	7
10.	MESURES COERCITIVES - RESILIATION	7
11.	LITIGES	7

ENTRE LES SOUSSIGNES

La Métropole « Toulon Provence Méditerranée », représentée par Monsieur Jean Pierre GIRAN, Président, agissant par décision du Bureau métropolitain n°, en date du, déposée à la Préfecture du Var le,

Ci-après désignée « T.P.M. »,

ET

La Commune de Toulon, représentée par Monsieur Robert CAVANNA, Adjoint délégué aux Marchés et Contrats Publics, agissant par délibération n°en date du déposée à la Préfecture du Var le et par arrêté de délégation reçu du Maire,

Ci-après désignée « Toulon »,

PREAMBULE

TPM et la ville de Toulon ont décidé par la présente convention de constituer un groupement de commandes régi par les dispositions des articles L. 2113-6 à L. 2113-8 du Code de la Commande Publique concernant les « **Prestations d'acquisition, de déploiement et de maintenance d'un système d'information des ressources humaines mutualisé (SIRH) pour la commune de Toulon et la métropole Toulon Provence Méditerranée (en 2 lots)** » pour une durée de deux ans puis de un an reconductible 3 fois soit six ans maximum entre la Commune de TOULON et la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

Pour rappel, dans un souci de bonne organisation et d'optimisation de leurs services, la ville de Toulon et Toulon Provence Méditerranée disposent depuis le 1/01/2014 (délibération n°13/12/241 du 12/12/2013) d'une Direction Commune des Systèmes d'information (DCSI).

C'est dans ce même objectif que les membres du groupement souhaitent désigner un prestataire commun pour fournir et maintenir leur système d'information des ressources humaines.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

1. OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet, conformément aux dispositions de l'article L. 2113-7 du Code de la Commande Publique de constituer un groupement de commandes entre les parties visées ci-dessus et de définir ses modalités de fonctionnement.

La présente convention et le principe du groupement de commandes ont été adoptés par délibérations visées ci-dessus.

Ce groupement de commandes donnera lieu, pour l'ensemble des membres, à un marché de « **Prestations d'acquisition, de déploiement et de maintenance d'un système d'information des ressources humaines mutualisé (SIRH) pour la commune de Toulon et la métropole Toulon Provence Méditerranée (en 2 lots)** », passé selon une procédure formalisée d'appel

d'offres ouvert conformément aux dispositions des articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° (AO ouvert) et R. 2161-2 à R. 2161-5 (ACC) du Code de la commande publique.

Cet accord-cadre à bons de commande, sera conclu pour une durée de deux ans puis de un an reconductible 3 fois soit six ans maximum. En effet la mise en place de ce SIRH nécessite des investissements devant être amortis sur une durée supérieure à 4 ans conformément à l'art L2125-1 du code de la commande publique.

Il est décomposé en deux lots :

N°	Désignation des lots
1	Système de gestion des ressources humaine (gestion administrative, gestion de la carrière, gestion de la paie, portail agents) et son écosystème
2	Gestion des temps et des activités (GTA)

Le montant estimatif total du marché sur 6 ans :

Total	Mini	Maxi
2 411 000 €HT	469 000 €HT	4 690 000 €HT

L'enveloppe financière estimative pour la Ville de Toulon est :

Total	Mini	Maxi
1 291 000 €HT	257 000 €HT	2 570 000 €HT

L'enveloppe financière estimative pour la Métropole TPM est :

Total	Mini	Maxi
1 120 000 €HT	212 000 €HT	2 120 000 €HT

2. MODALITES D'ADHESION ET DE SORTIE DU GROUPEMENT

L'adhésion au groupement de commande est subordonnée :

- à l'adoption d'une délibération de l'assemblée délibérante approuvant le principe du groupement de commandes et le présent acte constitutif ;
- à la signature de la présente convention ;
- au respect de l'ensemble de ses dispositions.

Toute nouvelle adhésion est, en outre, soumise à l'approbation de l'ensemble des membres du groupement, à la signature d'un avenant à la présente convention et au respect de l'ensemble de ses dispositions éventuellement modifiées par l'avenant.

Une délibération modifiant la composition du groupement devra être prise par chacun des membres du groupement.

Si l'un des membres souhaite quitter le groupement, les autres membres statueront sur l'opportunité de maintenir ce groupement.

La disparition du groupement constitue l'un des cas de résiliation de la présente convention.

Si le maintien du groupement est décidé, un avenant à la présente convention devra être établi.

Dans ces conditions, une délibération modifiant la composition du groupement devra être prise par chacun des membres du groupement.

Toute modification du présent acte doit être approuvée dans les mêmes termes par l'ensemble des membres du groupement.

3. DESIGNATION DU COORDONNATEUR DU GROUPEMENT

Les membres du groupement désignent en qualité de coordonnateur :

- la Métropole « Toulon Provence Méditerranée » (TPM).

En cas de changement de coordonnateur, les membres du groupement devront établir un avenant pour substituer le nouveau coordonnateur à l'ancien.

Dans ces conditions, une délibération devra être prise par le nouveau coordonnateur du groupement et par chaque membre du groupement.

4. MISSION DU COORDONNATEUR DU GROUPEMENT

Conformément aux dispositions de l'article L. 2113-7 du Code de la Commande Publique, le coordonnateur du groupement est chargé de procéder, dans le respect des règles prévues par ledit Code, à l'organisation de l'ensemble des opérations de sélection du cocontractant, de signer et notifier le marché.

Il est notamment chargé de :

- Transmettre au contrôle de légalité et notifier la présente convention signée aux autres membres du groupement ;
- Recueillir et synthétiser les besoins des adhérents ;
- Élaborer le dossier de consultation des entreprises en ses pièces techniques, financières et administratives en collaboration avec la commune de Toulon ;
- Procéder aux opérations de mise en concurrence ;
- Répondre aux questions des candidats ;
- Rédiger le rapport d'analyse des offres en collaboration avec la commune de Toulon ;
- Organiser la Commission d'Appel d'Offres ;
- Informer les candidats non retenus ;
- Faire paraître les avis d'attribution ;
- Signer le marché au nom des membres du groupement et le transmettre au contrôle de légalité ;
- Notifier le marché au nom des membres du groupement ;
- Représenter le groupement en cas de contentieux lié à la procédure de passation du marché.
- Exécuter le marché pour l'ensemble des membres du groupement

Pour chacun des lots, TPM, en tant que coordonnateur, est chargé d'exécuter l'accord-cadre. Il lui revient notamment de suivre le marché, de prendre les décisions d'exécution, de signer les bons de commandes, de payer les prestations réalisées, de passer les avenants et, éventuellement, de prendre la décision de résilier.

5. COMMISSION D'APPEL D'OFFRES DU GROUPEMENT

Les membres du groupement décident que la Commission d'Appel d'Offres du groupement est celle du coordonnateur.

6. OBLIGATIONS DES MEMBRES DU GROUPEMENT

Chaque membre du groupement a l'obligation de définir, préalablement au lancement des procédures, ses besoins propres : nature et étendue des besoins à satisfaire.

L'exécution du marché sera réalisée conformément à la convention du Service Commun (cf. Préambule), selon les modalités suivantes :

- Exécution budgétaire par TPM (passation des bons de commandes, réception et paiement des factures, ...)
- Exécution technique et opérationnelle également par TPM (envoi des ordres de services le cas échéant, passation des bons de commandes, gestion des livraisons/livrables)
- Exécution juridique et administrative par TPM (reconduction, révision, application de pénalités, obtention des attestations fiscales et sociales, mesures coercitives, avenants, résiliation...).

7. MODALITES FINANCIERES

Les fonctions de coordonnateur ne donnent pas lieu à indemnisation.

Les coûts de procédure relatifs à la publicité (avis de consultation + avis d'attribution sont à la charge de la Métropole) sont à la charge du coordonnateur

Toutefois, les factures acquittées par TPM en sa qualité de coordonnateur pour le compte de la ville de Toulon donneront lieu à un remboursement selon les principes de répartition qui suivent.

Concernant les dépenses non individualisables :

Les dépenses non individualisables (socle commun) comprennent :

- Les dépenses qui ne peuvent être affectées individuellement à la seule ville de Toulon ou à Toulon Provence Méditerranée. Exemple : Prestation de mise en œuvre du socle de la solution logicielle
- Les dépenses qui correspondent à des acquisitions qui sont totalement mutualisées. Exemple : Acquisition des licences relatives au socle de la solution logicielle

Chaque membre supporte les dépenses non individualisables (socle commun) par application de la clé de répartition de la convention de service commun applicable à la date de signature de la présente convention, soit 45% pour TPM et 55% pour la ville de Toulon.

Les dépenses prises en charges par la métropole pour des prestations ou des acquisitions entrant dans le cadre des dépenses non individualisables feront l'objet d'une demande de remboursement auprès de la ville de Toulon à hauteur de 55% de leur montant.

Concernant les dépenses individualisables :

Les dépenses individualisables (besoins propres) comprennent :

- Les dépenses qui sont exposés dans l'intérêt exclusif ou pour les besoins propres de l'une des collectivités. Exemple : Prestation de paramétrage spécifique complémentaire demandée par une collectivité pour ses besoins propres ou Prestation de formation demandée par une collectivité pour ses besoins propres

Chaque collectivité prend en charge « au réel » les dépenses individualisables (besoins propres) qui le concernent.

Les dépenses prises en charges par la métropole pour des prestations ou des acquisitions entrant dans le cadre des dépenses individualisables feront l'objet d'une demande de remboursement

intégral auprès de la ville de Toulon.

Il appartiendra à TPM en sa qualité de coordonnateur de produire à la ville de Toulon, à l'appui de sa demande de remboursement, l'ensemble des justificatifs permettant le paiement de la somme indiquée.

Sauf demande d'informations complémentaires, la ville de Toulon s'engage à rembourser dans un délai de 30 jours les sommes demandées par TPM.

8. DUREE DU GROUPEMENT

Le groupement est constitué à compter de la date d'effet de la présente convention. La date de prise d'effet sera celle de la notification de la convention.

Pour chacun des lots, le groupement est constitué pour la durée de l'accord-cadre concerné.

Le groupement peut, également, prendre fin de manière anticipée, par l'un des cas de résiliation de la présente convention, ou par avenant.

La résiliation ou la non reconduction du marché concerné entraîne la résiliation de la présente convention.

Cette résiliation du marché ne peut intervenir que si toutes les parties en sont d'accord.

De même, un accord de toutes les parties est nécessaire pour décider de la non reconduction du marché.

9. CONTROLE ADMINISTRATIF ET TECHNIQUE

Chaque membre du groupement se réserve le droit d'effectuer à tout moment les contrôles techniques et administratifs qu'il estime nécessaires.

Le coordonnateur devra donc laisser libre accès à tous les dossiers concernant l'opération.

Chaque membre du groupement peut demander à tout moment au coordonnateur la communication de toutes les pièces et documents relatives concernant le marché.

10. MESURES COERCITIVES - RESILIATION

Si le coordonnateur est défaillant ou ne respecte pas ses obligations, et après mise en demeure infructueuse, chaque membre du groupement peut résilier la présente convention ou procéder au remplacement du coordonnateur dans les conditions fixées à l'article 3 de la présente convention.

En cas de résiliation est procédé immédiatement à un constat contradictoire des prestations effectuées par le coordonnateur. Ce constat fait l'objet d'un procès-verbal qui précise en outre les mesures conservatoires que le coordonnateur doit prendre pour assurer la conservation et la sécurité des prestations exécutées. Il indique enfin le délai dans lequel le coordonnateur doit remettre l'ensemble des dossiers aux membres du groupement.

11. LITIGES

A défaut d'accord amiable entre les parties, les litiges susceptibles de naître à l'occasion de la présente convention seront portés devant le Tribunal Administratif de TOULON.

Fait à Toulon, le

Pour la Commune de Toulon, L'Adjoint au Maire, Robert CAVANNA	Pour la Métropole TPM Le Président, Jean-Pierre GIRAN
---	---